

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

400 emplois supprimés - 1400 familles menacées - réticence des investisseurs...

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 19 novembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Le gouvernement a servi la semaine dernière à Sentel Millicom une assignation à comparaître devant le tribunal régional de Dakar. La société de téléphonie devra se présenter demain devant ladite instance judiciaire. Les autorités accusent Tigo "d'enrichissement sans cause" et veulent mettre fin à ses activités. Quelles sont les conséquences d'une telle décision ? Enquête autour d'une question centrale...

source : Le Matin - Mercredi 19 Nov 2008

À la question de savoir quelles sont les conséquences d'un retrait de la licence de Sentel, une de nos sources très au fait des problèmes de téléphonie mobile répond : *"400 emplois seront supprimés et plus de 1400 familles menacées. Des entreprises sous-traitantes qui tiraient plus de 90% vont certainement déposer bilan. Le réseau téléphonique connaîtra une dégradation monstre. Les investisseurs seront de plus en plus réticents à injecter des milliards au Sénégal. Les pertes sèches pour l'État vont être très élevées"*. Tout cela, corrobore à merveille les conséquences dramatiques que pourrait générer le retrait de la licence de Sentel- Gsm plus connue au Sénégal sous le label " **Tigo** ". Si l'on scrute l'histoire récente de la téléphonie, on se rend compte que Sentel a acquis sa licence en 1998. Celle-ci lui permettait d'exploiter une partie du réseau de téléphonie mobile moyennant le paiement de 53 millions F Cfa par an. Une manière pour les autorités de l'époque d'encourager l'investissement dans le secteur des télécommunications. Dix ans après, le contexte a changé et bien changé. Et pour cette raison, les autorités de l'alternance ont tenté de renégocier le contrat. Cette volonté a été affichée en 2001. À l'époque, après une négociation à l'amiable, Sentel avait débloqué 2 milliards Fcfa.

Les autorités reviennent à la charge

Au cours de l'année 2008, le gouvernement a pris contact avec Millicom pour lui demander de transformer la licence actuelle de Tigo en licence globale en l'alignant dans les mêmes conditions que Sudatel qui a débloqué 90 milliards Fcfa pour pouvoir exercer au Sénégal. Ce à quoi n'ont pas adhéré les responsables de ladite structure. Tigo a proposé 10 milliards Fcfa aux pouvoirs publics mais l'État a refusé. Suite à des péripéties, l'affaire a finalement atterri au temple de Thémis et sera examinée sur le fond ce jeudi. S'agissant des objectifs assignés à Tigo, il lui fallait réaliser des investissements énormes dans le court terme et recruter beaucoup de Sénégalais, vulgariser le téléphone et contribuer à la baisse des tarifs. Rien que pour les trois dernières années (de 2007 à 2009), ladite structure de téléphonie mobile a investi annuellement 100 milliards Fcfa. Sous ce registre précis, la diminution des tarifs de la téléphonie mobile est une réalité à Tigo. Dans le jargon populaire, en évoquant une chose qui est cédée à vil prix, on dit " *Dafa tigo Wé*". Le projet de construction d'un central téléphonique à Touba pour un montant de 3 milliards, risque de tomber à l'eau.

Conséquences d'une "perte de réseau" de Tigo

Avec près de 2 millions d'abonnés, si Tigo fermait, l'autre société qui devrait l'héberger, aurait du mal à satisfaire cette clientèle supplémentaire. Déjà, le réseau de téléphonie mobile rencontre des difficultés réelles. Ainsi, le réseau sera très dégradé. Autre effet pervers, le personnel recruté qui avoisine 400 personnes n'aura pas la possibilité de se recaser dans le court terme. À cela, viennent se greffer les prestataires de service (plus d'un millier), les entreprises de sous-traitance qui tous devront aller scruter ailleurs. Une situation sociale qui risque de s'envenimer. Cette donne est de nature à décourager les investisseurs qui n'auront plus confiance en notre pays quand on sait que Millicom est coté à la bourse de Nazdac (un puissant lobby). Les banques qui travaillaient avec Tigo n'auront plus la sérénité. Cette conjonction de facteurs nous amène à nous interroger sur la pertinence d'un retrait de la licence de Tigo. Des voies de résolution de ce problème sont saisissables. L'État parlerait de "nationaliser" Tigo.

Nationalisation de Tigo, une opération trop chère

Depuis quelques temps, l'idée de nationaliser Tigo est véhiculée dans les hautes sphères de la République. Selon un spécialiste de la téléphonie mobile, le rachat de Tigo nécessiterait au bas mot 3 milliards de dollars. Ce qui ne serait pas une mince affaire pour les autorités qui ont présentement des problèmes de trésorerie. Si Tigo cessait ses activités au Sénégal, l'État perdrait pas moins de 10 milliards Fcfa par année en termes de fiscalité sans compter les redevances qui lui sont versées et la location des fréquences. Malgré cette situation préoccupante, des lueurs d'espoir persistent avec l'assignation . Car il s'agira de plancher sur le fond de l'affaire. Des indiscretions nous révèlent que des concertations souterraines, seraient entamées pour trouver un terrain d'entente.

Auteur : Mademba Ramata DIA